Le rapport Moreau : des attaques supplémentaires contre les salariéEs et les retraitéEs.

(Communiqué du NPA)

Les pistes proposées par le rapport Moreau pour une prétendue sauvegarde de notre système de retraites par répartition ne sont au final que des attaques supplémentaires contre les salariéEs et les retraitéEs .

Contrairement à ce que gouvernement et médias répandent il y a ni catastrophe ni urgence : Les projections du très consensuel Conseil d'orientation des retraites montrent que le besoin de financement à l'horizon 2020 équivaut à 1% de la richesse nationale. A l'horizon 2060, c'est-à-dire lorsque les jeunes d'aujourd'hui prendront leur retraite, il serait d'un peu moins de 3% dans le pire scénario.

En ce qui concerne les prétendus avantages des salariéE du public, toujours selon le COR, malgré des règles différentes de calcul des pensions, les taux de remplacement (du salaire) médian des salaires du secteur privé et du secteur public sont proches (respectivement 74,5% et 75,2%). SalariéEs du Public et du privé partagent la même durée de cotisation 41,5 ans. Les âges de départ sont aussi très proches : 61,5% pour les fonctionnaires dits sédentaires, 62 ans dans le privé. Seule différence notable les agents du public des services actifs.

Les propositions mises sur la table des négociations sont toutes plus inacceptables les unes que les autres. Avec l'allongement de la durée d'activité de 41,5 à 43 ou 44 ans, l'alignement du taux de CSG sur celui des actifs, la sous indexation des retraites, la suppression de l'abattement d'impôt de 10%, fiscalisation de la majoration de retraite pour 3 enfants, l'augmentation de cotisation-retraite de 0,1%, le calcul sur 3 à 10 dernières années pour les fonctionnaires, les efforts dont le gouvernement prétend qu'ils ne seraient pas écrasants ne seraient supportés que par les salariéEs et les retraitéEs.

D'une part, cela signifie par exemple qu'un jeune, ayant fait plusieurs années d'études et entrant dans la vie active à 25 ans, devrait cotiser jusqu'à l'âge de 69 ans s'il veut obtenir une retraite à taux plein.

D'autre part les retraitéEs subiraient immédiatement une baisse de plusieurs % de leurs pensions ou retraites. Evidemment les rapaces des retraites complémentaires privées se tiennent prêts à prendre la relève pour celles et ceux qui en auront les moyens.

L'insuffisance de financement du système de retraite est du à la progression du chômage, aux cadeaux fait au patronat, à la baisse de la part des salaires dans les richesses. Pour assurer vraiment le financement des retraites et pensions et notamment supprimer les inégalité hommes-femmes, il faut augmenter les salaires, supprimer toutes les exonérations patronales et répartir le travail pour permettre à toutes et tous de travailler.

Ce n'est pas par des concertations bidons, un nouveau Sommet social que nous ferons renoncer le gouvernement à ses projets. Le NPA appelle à la mobilisation, dès le 20 juin contre ce nouveau recul social.

Tarbes, le 15 juin 2013